La diplomatie et la coopération

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1979)**

Heft 487

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1016350

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
DP 487 8 février 1979
Seizième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley

487

Domaine public

La diplomatie et la coopération

Réticences de Kurt Furgler, toujours à l'affût de ce Département politique tant convoité, attaques frontales des Républicains et du conseiller national Walter Hofer, démocrate du centre: la presse suisse-romande s'est surtout fait l'écho des oppositions de droite au périple africain de Pierre Aubert. Et l'establishment s'est immédiatement porté au secours du conseiller fédéral en invoquant d'une seule voix l'importance, pour notre économie, des contacts noués et des liens ainsi reserrés.

C'est justement sur ce dernier point que des voix critiques ont été entendues en Suisse alémanique. Et là, le débat prend une tout autre consistance. Voyons cela de plus près!

En toile de fond, l'évolution globale de notre politique étrangère et d'une de ses composantes essentielles, la répartition des tâches entre le Département politique fédéral et la Division du commerce, dépendant, elle, du Département de l'économie publique.

Mettons les points sur les "i". Pendant des années, voire des décennies, c'est la Division du commerce qui contrôlait sans partage les éléments décisifs de notre "politique", c'est-à-dire les négociations économiques; le Département politique lui, pendant ce temps, se contentait, ou à peu de chose près, d'inaugurer les chrysanthèmes.

Les tenants et aboutissants d'un tel état de fait se sont révélés de manière caricaturale lors de la désigantion de l'ancien conseiller fédéral Schaffner, vice-président de Sandoz, comme délégué gouvernemental (c'est en tout cas le rôle qu'il tenait, toutes les protestations indignées de Berne n'y changeront rien) auprès du groupe de travail des Nations Unies chargé d'étudier l'action des multinationales.

Ces dernières années pourtant, les responsables du Département politique fédéral travaillèrent ferme pour reprendre la barre en mains, pour retrouver la maîtrise, au moins partielle, d'un domaine qui était le leur. Et de fait, à la fin du règne de Pierre Graber, un équilibre tout de tensions diverses s'était instauré entre les deux pôles en question.

Lors de la conférence Nord-Sud, dans les débats de la CNUCED, la Suisse adopta des positions qui tranchaient sur celles des Etats-Unis et de leurs alliés, préoccupés avant tout par les intérêts des économies occidentales.

Aujourd'hui, il faut bien constater un nouveau renversement de tendances, sous le signe aussi d'une conjoncture économique de plus en plus préoccupante: pour tout dire, c'est le reflux, et la Division du commerce — avec elle les voix dominantes du monde économique — réoccupe le terrain qu'elle avait dû abandonner.

Comment interpréter, dans cette perspective, le voyage africain?

Si on fait la part des inévitables obligations formelles, des obligations économiques — dont même Jean Vincent, dans "La Voix ouvrière", ne s'étonne pas — il faut loyalement admettre qu'on n'avait jamais vu, ou rarement, un ministre des Affaires étrangères, ni surtout un conseiller fédéral, consacrer tant d'heures à rencontrer des coopérants, à montrer, face à des gouvernements souvent sceptiques, l'importance attachée à leur travail.

Sans aucun doute, l'intérêt porté un jour sur le creusement d'un puits, un autre jour sur une opération de reboisement, ou sur un effort de développement communautaire, est un signe qui ne trompe pas: le chef du Département politique semble décidé à jouer la carte de la coopération dans ses aspects les plus efficaces, la coopération qui lie la participation de certains de nos concitoyens et la participation des populations intéressées.

Des projets nouveaux devraient être engagés; et, avec la relève qui s'annonce parmi les responsables de la Coopération, des développements importants et intéressants sont désormais possibles.

Comme si la Coopération technique est ses réussites allaient compenser les échecs subis ailleurs. Le monde à l'envers!